RENE THOMAS

Candidat du Centre Démocrate

et Républicain

Madeleine PELOUX

SUPPLÉANTE



RENE THOMAS

IL n'est pas question de remettre en cause les institutions de la Vème République. Celle-ci a été adoptée par les Français, elle leur appartient à tous et non point à un quelconque parti politique qui aurait seule le droit de s'en faire un argument électoral.

Le Président de la République a été élu au suffrage universel pour sept ans. Il n'y a pas à revenir sur ce vote.

Ceci étant bien précisé, **avons-nous le droit** d'être plutôt surpris, après une expansion économique dont on ne cesse de nous confirmer l'existence, de voir :

- **L'aggravation constante et considérable des impôts pour les particuliers, pour les entreprises, les artisans, les commerçants.**
- **Une baisse du pouvoir d'achat donc du niveau de vie de tous les citoyens.**
- **Un marasme général des affaires.**
- **La crainte pour les jeunes qui arrivent sur « le marché du travail » de ne pas trouver d'emploi et davantage encore pour les pères de famille de quarante ans et plus qui viendraient à perdre le leur de n'en pas retrouver alors qu'ils ont une famille à nourrir et des enfants quelquefois en bas âge à élever.**



Madeleine PELOUX
(Suppléante)

Avons-nous le droit de dire que le manque de logements, d'hôpitaux de maternités, de crèches, de maisons de retraites, d'Universités, de Lycées, d'écoles, techniques en particulier, voire de maisons de jeunes, de stades ou de routes convenables, se fait de plus en plus cruellement sentir et que nous préférerions voir le fruit de notre travail combler ces insupportables lacunes plutôt que le voir disparaître en fumée à Tahiti ou pour satisfaire les caprices des roitelets lointains.

Avons-nous le droit de nous étonner, alors que notre industrie est paraît-il si florissante, de voir une véritable catastrophe boursière ruiner pratiquement les petits épargnants. Les gros bonnets étant depuis longtemps à l'abri.

Avons-nous le droit sans pour cela être un raciste de souhaiter qu'une réglementation apporte un frein aux excès de l'invasion nord-africaine.

Avons-nous le droit de regretter mélancoliquement la perte de nos milliards engloutis dans la recherche pétrolière au Sahara, perte qui n'était pas prévue, du moins on ne nous l'a pas dit à l'époque, par les accords d'Evian.

N'allongeons pas indéfiniment cette liste.

Ces observations de quelque manière qu'elles soient énoncées ce sont celles de Jean LECANUET, mais aussi en définitve celles de GISCARD D'ESTAING ou TIXIER-VIGNANCOUR, voire d'Edgar FAURE, MITTERAND ou PISANI. C'est-à-dire de toutes les personnalités lucides du moment.

Si vous pensez que votre scrutin doit pour le moins s'assortir d'un « mais ».

VOTEZ POUR

René THOMAS

Madeleine PELOUX

IL faut aussi pour en finir avec un passé qui a laissé tant de traces douloureuses,

Qu'une amnistie **totale** mette un terme aux divisions intolérables dont les Français ne veulent plus entendre parler. En commençant par le transfert du Maréchal Pétain à Verdun et en finissant par tirer un trait définitif sur les séquelles de l'affaire algérienne.

Que les droits des combattants et victimes de la guerre soient respectés et que les rapatriés d'Algérie reçoivent l'indemnité que la Nation Française doit à tous ses enfants qui ont subi un dommage.

Que la qualité d'Ancien Combattant soit enfin reconnue à tous ceux qui ont été envoyés risquer leur vie dans les djebels.

Il faut enfin que le sort des femmes soit abordé consciencieusement que soient prises les mesures de formation professionnelle, de promotion et d'égalité de salaires qu'elles attendent depuis longtemps. Qu'en matière de naissances soit enfin discutée au Parlement l'abrogation de la Loi 1920 et que des moyens complets d'information soient mis à leur disposition.

Si vous êtes d'accord sur ces quelques mesures que souhaitent au fond d'eux-mêmes tous les Français

Alors oui, VOTEZ

René THOMAS

Madeleine PELOUX

Imp. « La Presse de France » - MEDAN